

Le Canada et l'Afrique

cusaient leur position de coloniaux. Dès 1950, la société canadienne a un essor prodigieux matérialisé par un accroissement démographique sans précédent à l'explosion de l'urbanisation, l'industrialisation et l'élévation du niveau de vie.

Concuremment, des programmes de logements subventionnés pour anciens combattants et familles à faibles revenus témoignèrent de la prise de conscience sociale croissante des gouvernements. L'ensemble de la société fut saisie d'une frénésie de biens de consommation qui ne pouvait être satisfaite que par une croissance illimitée de la productivité et des profits. Pourquoi s'en faire ? Après tout nous semblons disposer de ressources naturelles inépuisables et bon nombre d'agriculteurs abandonnèrent la terre tant aimée, persuadés de faire rapidement fortune en ville.

Les jeunes ménages, désireux d'assurer sécurité et enseignement supérieur à leurs enfants, rêvaient tous du pavillon de banlieue qui leur était maintenant accessible. Pour les plus fortunés, le symbole du succès et d'un avenir devint la maison de verre, d'acier, de béton et de plastique, entièrement électrifiée. L'édification de la société moderne implique la démolition des centres des villes chargés d'histoire et la construction de grands immeubles fourmilières. On pensa qu'il était non seulement réalisable, mais souhaitable de construire en hauteur des villes entièrement alimentées par nos ressources illimitées en hydrocarbures gazeux et liquides.

Vivant dans une société d'abondance, nous voulions mettre en place pour l'enseignement, les cultes, les affaires et les arts, les structures les meilleures, même dans le cas de villes-champignons. Il y eut alors des réussites remarquables. Expo 67, qui marquait le centième anniversaire du Canada, fit la preuve de notre capacité à réaliser un environnement moderne intégré. Nous avions vaincu les solitudes du Nord et les mettions en valeur en fonction de nos besoins ; l'avenir semblait radieux !

Malheureusement, ces 25 années de développement rapide et désordonné au cours desquelles l'on avait pensé que tout ce qui était nouveau était obligatoirement meilleur, allaient avoir des conséquences imprévues et inquiétantes.

Le respect du milieu (de 1967 à ce jour)

Huit Canadiens sur dix sont aujourd'hui des citadins et s'en trouvent la plupart du temps, fort bien. Mais aux préoccupations occasionnelles touchant l'intégrité du milieu urbain a succédé une profonde inquiétude quant à la qualité de la vie. Les Canadiens ont pris conscience qu'ils vivent sur une planète aux ressources «finies» que nous sommes en train de gaspiller à un rythme intolérable. Chacun se demande maintenant comment il puisse encore être possible de jouir de la beauté d'un objet façonné par l'homme alors que notre incurie et notre négligence sont en train de détruire l'environnement.

Air pur, eau propre, sol sain, autant de notions qui n'appartiendront bientôt plus qu'au passé. Impossible d'échapper à la pollution sonore ! Terres agricoles irremplaçables, et terrains vierges pleins de promesses sont souillés par l'homme ou «mangés» par l'urbanisation consécutive à l'accroissement démographique et à l'expansion des industries, des villes et des installations récréatives ! Notre patrimoine architectural disparaît... en même temps que s'intensifient les problèmes sociaux.

Si nous voulons que la nature soit accueillante pour nos enfants, il nous faut agir rapidement à partir de jugements réfléchis. Au Canada, planification et développement relèvent de tous les ordres de gouvernement : fédéral, provincial, municipal. Toute mesure politique ou législative adoptée à l'un de ces paliers joue sur celles des autres et se répercute sur le secteur privé. C'est pourquoi, et c'est là un facteur important, le public veut être entendu de tous les échelons de gouvernement -national, provincial ou local- lors des débats sur la qualité de la vie.

Quand, comment et où faut-il commencer à agir ? L'interdépendance de tous les secteurs est telle qu'il va nous falloir nous attaquer à tous les problèmes à la fois.

Il nous faut apprendre à gérer saine-ment le capital national que constitue notre environnement ; à normaliser et à coordonner les modes d'utilisation, de gestion et de protection des terres, urbaines et rurales ; à le faire en respectant

